

# Le Journal des décideurs **L'économiste** du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Zone Euro

### La monnaie unique au plus bas depuis 20 ans face au dollar

L'euro est descendu le 22 août 2022 à son plus bas depuis 20 ans face au dollar. Mais jusqu'où va s'enfoncer la monnaie unique ? L'euro plongeait... • (Page 06)

## Recherche de la paix

### Le prix Félix Houphouët-Boigny de l'UNESCO attribué à Angela Merkel

L'ex Chancelière allemande, Angela Merkel, est la lauréate 2022 du Prix Félix Houphouët-Boigny de l'Unesco ... • (Page 06)

## Sécurité alimentaire

# Terres fertiles d'Afrique, agriculture morbide



• (Page 03)

## Blanchiment de capitaux

### Une banque au Bénin sanctionnée à payer 200 millions FCFA

La Commission Bancaire de l'UMOA a infligé une sanction pécuniaire de deux cent (200) millions de francs ... • (Page 11)

## Lutter contre les médicaments

### Une approche collaborative et intégrée

La circulation de produits médicaux falsifiés et de qualité inférieure (MFQI) constitue un grave problème de santé publique pour les individus, les ... • (Page 04)

## Exposition Ouidah et Héritage

### Eco-Bénin promeut le patrimoine culturel de la terre hxuéda

Suivant son engagement à accompagner le développement du tourisme au Bénin, avec l'appui de l'ambassade de France au Bénin, l'Ong Eco-Bénin a démarré ... • (Page 11)

## Rémunération

• (Page 02)

# Le Bénin absent du top 100 du classement des salaires moyens



## Marché bancaire au Bénin

### L'Eglise catholique s'annonce avec ICTUS BANK

Dans une lettre en date du 05 Août 2022 et adressée au public notamment les fidèles chrétiens, et portant en objet : « Souscription pour création ... • (Page 04)

**Votre sang peut sauver des vies**

Rejoignez-nous pour une opération de collecte de poches de sang.

25 & 26 Août 2022

07h30 à 14h

Orabank Ganhi, Face à la préfecture de Cotonou

Pour toute information, contacter le (+229) 69 98 60 60.

Orabank Bénin, FONDATION CLAUDE TALON, ANTS

Rémunération

Le Bénin absent du top 100 du classement des salaires moyens

Au nombre des variables économiques qui servent à mesurer la richesse des nations, le salaire moyen reste pour le citoyen lambda, un critère prioritaire. Dans le classement 2022 publié par le magazine américain, CEOWorld, le Bénin n'a pas sa place dans le top 100.

• Félicienne HOUESSOU

L'écart entre la rémunération mensuelle moyenne des salariés dans les pays africains est important. Sur les 105 marches du podium du magazine américain, CEOWorld, aucun pays de l'Uemoa. Dans la région ouest-africaine, on retrouve le Ghana et le Nigéria. Selon les données de l'enquête, le salaire moyen net au Ghana s'élève en 2022 à 244,91\$/mois. Un chiffre qui place le pays en queue de classement. Sur les 105 pays de la liste, le Ghana occupe en effet une triste 99e place. Il est talonné par le Nigéria qui occupe la 103e place avec un salaire moyen net de 166,33\$/mois.

Au plan continental, le premier pays africain retrouvé dans ce classement est l'Afrique du Sud qui occupe la 34ème place mondiale. Il devance ainsi, la Chine (39ème avec 1122,36\$/mois) et le Portugal (41ème avec 984,75\$/mois). Le salaire moyen net en Afrique du Sud est de 1362,35\$/mois. Il est suivi en Afrique par Maurice (71ème avec 483,31\$/mois), le Kenya (77ème avec 416,53\$/mois), le Maroc (86ème



avec 385,53\$/mois), la Tunisie (96ème avec 277,44\$/mois) et l'Algérie (98ème avec 249,67\$/mois).

Au niveau mondial, les pays qui offrent les plus hauts salaires moyens nets sont : le Suisse (6142,1 \$/mois), Singapour (4350,79 \$/mois), l'Australie (4218,89 \$/mois), les États-Unis (3721,64 \$/mois) et les Émirats arabes unis. Le salaire mensuel brut moyen par employé à temps plein aux Émirats arabes unis était de 3 663 dollars par mois. Dans le reste du top 10, on retrouve la Norvège, le Canada, le Danemark, l'Islande et les Pays-Bas. Dans tous ses pays, le salaire moyen net dépasse les 3000 \$. En revanche, les

trois pays qui ont les populations les plus pauvres dans le monde et qui occupent les dernières places du classement reviennent au Sri Lanka (143,62 \$/mois), au Pakistan (163,17 \$/mois) et au Nigéria (166,33 \$/mois). Le salaire mensuel moyen le plus bas existe au Sri Lanka.

Le magazine CEOWorld a examiné le salaire net mensuel moyen (après impôts) dans le monde, en comparant les revenus dans certains des pays les plus riches et les plus pauvres. Notons que le paramètre du salaire moyen ne reflète pas les disparités. Il ne rend donc pas compte des écarts salariaux qui existent entre les plus riches et les plus pauvres.

Voici les nations africaines qui paient le plus :

Rang	Pays	Salaire moyen net en \$
1	Afrique du Sud	1362,35
2	Maurice	483,31
3	Kenya	416,53
4	Maroc	385,53
5	Tunisie	277,44
6	Algérie	249,67
7	Ghana	244,91
8	Egypte	219,73
9	Nigeria	166,33



AUX DECIDEURS...

De l'oxygène pour le Trésor en novembre

Lorsque l'international journaliste Alain Foka s'obstine à soutenir que les élections en Afrique sont très onéreuses, il n'y a qu'à considérer l'exemple du Bénin pour s'en convaincre. Dans le cadre du renouvellement du parlement unicaméral, comptant désormais 109 députés aux termes de l'article 144 du Code électoral, les seuils des frais de campagne par candidat titulaire ont été revalorisés. Ainsi, l'article 173 dispose : « le montant du cautionnement à verser par candidat titulaire aux élections législatives est de 5% du montant maximum autorisé pour la campagne électorale ». L'article 97 du Code électoral fixe ce montant à 30.000.000F CFA. Les 5% du cautionnement sur les 30.000.000F donnent 1,5 million par candidat titulaire. Ainsi pour la liste des 109 candidats titulaires aux élections législatives, chaque parti politique devra déboursier 1,5 million x 109. Le résultat donne 163,5 millions de francs CFA pour le cautionnement par liste de candidatures. Le nombre de partis politiques légalement constitués est de 16. En supposant qu'une dizaine de partis politiques participeront à cette élection du 8 janvier 2023, le trésor public encaissera 1.635.000.000FCFA.

D'après l'article 168 du Code électoral, « Cinquante (50) jours avant l'ouverture de la campagne électorale, les candidats titulaires et suppléants présentent une déclaration en double exemplaire, revêtue de leurs signatures et portant l'engagement que tous les candidats et leurs suppléants remplissent les conditions d'éligibilité prévues au titre II du présent livre ». Le dossier ainsi constitué n'est recevable par la CENA que s'il comporte entre autres et selon l'article 41 du Code électoral, la « quittance de versement, au Trésor public, du cautionnement prévu pour l'élection concernée ». Et 50 jours avant l'ouverture de la campagne électorale affiche le 3 novembre 2022. Ce cautionnement représente une bouffée d'oxygène pour le trésor public lorsqu'on sait qu'en fin d'année, les caisses de l'Etat sont tendues.

Dans le précédent Code électoral, chaque candidat titulaire aux élections législatives devrait payer 100.000F CFA pour le cautionnement, soit 8,300 millions de francs CFA pour la liste. Aujourd'hui qu'il faut payer 1,5 million de francs de cautionnement par candidat, cela représente 15 fois le montant du cautionnement par candidat comparativement aux élections de 2015 et 2019. Pour les partis politiques qui ne bénéficient pas encore du financement public, alors qu'ils remplissent l'essentiel des conditions, c'est de la mer à boire. Ils doivent faire preuve de beaucoup d'ingéniosité en privilégiant les dépenses les plus utiles. Car, il leur sera difficile dans une compétition où l'argent règne légalement en maître de rivaliser avec les autres partis qui profitent de la manne publique.

Après les cautionnements, l'économie sera dynamisée avec les autres dépenses électorales dont le plafond pour chaque candidat titulaire est de 30.000.000 FCFA. Mais la perspective d'une dynamique accrue de l'économie béninoise entre décembre 2022 et janvier 2023 dépendra aussi de la large participation aux élections des partis qui le désirent et qui remplissent les conditions. Car, par liste de candidatures, chaque parti déboursera théoriquement plus de 5 milliards de francs ; soit une cinquantaine de milliards de francs pour une participation étendue à 10 partis politiques.

Il est à souligner qu'en plus de ces fonds émanant des partis politiques qui participent au financement des dépenses électorales conformément aux dispositions du Code électoral, l'Etat, dans son rôle régalien financera les dépenses liées à la confection des listes électorales, à la sécurité du scrutin, aux frais de mission des personnels électoraux...

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

News : La dette du Nigéria envers la Banque Mondiale atteint plus de 13 milliards de dollars

Le Nigeria s'est endetté auprès du Groupe de la Banque mondiale (BM) à hauteur de 660 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2022. Au 31 décembre 2021, la dette globale du Nigéria envers l'institution était de 12,38 milliards de dollars. Selon les données financières de la BM pour l'exercice 2022, cette dette a atteint 13,04 milliards de dollars au 30 juin 2022, soit 5472 milliards de nairas. Ceci, classe le pays à la quatrième position de la liste de la BM des dix principaux emprunteurs de l'IDA, après l'Inde (19,7 milliards de dollars), le Bangladesh (18 milliards).

## Sécurité alimentaire

## Terres fertiles d'Afrique, agriculture morbide

Si les « terres noires » de l'Ukraine sont considérées comme les terres les plus fertiles au monde, bon nombre d'experts pensent que l'Afrique, qui compte 60% des terres arables non exploitées du monde, a les moyens de nourrir les trois quarts de la planète. Mais en réalité, c'est la désolation qui règne car l'agriculture est en berne.

● Issa SIKITI DA SILVA

Le rapport de Land Matrix publié en 2016 avait tout dit : les pays africains aux terres agricoles les plus attractives pour les investisseurs étrangers sont l'Éthiopie, le Ghana, le Soudan du sud, le Maroc et la RD Congo. Par ailleurs, un autre rapport publié huit ans passés par l'Association des chercheurs sur le Moyen-Orient et l'Afrique (ORDAF) souligne que sur les 60 millions d'hectares de terres vendues ou louées dans le monde, 80% sont des terres africaines.

Il se pourrait que cette ruée vers les terres africaines par les « étrangers » (Européens, Américains et Chinois) signifie que les propriétaires de ces terres – les africains – ne comprennent pas qu'ils sont assis sur des mines d'or, plus précieuses que le vrai or, la pierre précieuse.

Ceci pourrait être la raison pour laquelle l'agriculture piétine chaque année et contribue très peu aux richesses totales du continent, et n'arrive pas à nourrir suffisamment sa population.

« L'agriculture en Afrique a une empreinte sociale et économique massive. Plus de 60% de la population

de l'Afrique subsaharienne sont de petits exploitants agricoles, et environ 23% du PIB de l'Afrique subsaharienne provient de l'agriculture. Pourtant, le plein potentiel agricole de l'Afrique reste inexploité », a indiqué une analyse de McKinsey publiée en 2019. A en croire ce cabinet international de conseil en stratégie dont le siège est situé à New York, l'Afrique pourrait produire deux à trois fois plus de céréales, ce qui ajouterait 20% de céréales supplémentaires à la production mondiale actuelle de 2,6 milliards de tonnes. Des augmentations similaires pourraient être observées dans la production de cultures horticoles et de bétail.

Cependant, sans la volonté politique, toutes ces prévisions de McKinsey, et le rêve de certains observateurs de voir l'agriculture contribuer au moins 50% au PIB du continent, et la recommandation de la FAO d'augmenter la production agricole de 70% d'ici 2050, ne resteront qu'un vœu pieux.

Et en attendant que cela se réalise, les étrangers continuent de s'accaparer des terres fertiles du continent avec une vitesse de croisière, avec la complicité des dirigeants politiques



et administratifs qui, après les avoir concédées, vont toquer aux portes de la Chine, l'Occident et les institutions de Bretton Woods pour quémander.

#### Déclaration de Maputo et contraintes

Et pourtant, ces dirigeants font partie des pays signataires de la Déclaration de Maputo de 2003 (Mozambique), dont les leaders à l'époque avaient juré de dédier au moins 10% de leur budget national à l'agriculture. Cependant, 19 ans après, la désolation est grande parmi les populations (frappées par l'insécurité alimentaire) et les

agriculteurs (découragés par le manque de soutien de leurs gouvernements).

Entretemps, 273 millions de personnes en Afrique – plus d'un-sixième de la population totale – ont été durement affectés par la faim, selon les chiffres de 2021.

En Afrique de l'Ouest, selon un expert de l'Alliance Globale pour l'Initiative Résilience (AGIR), cité par Hub Rural, le secteur agricole fait face à de nombreuses contraintes qui plombent son envol. En effet, a expliqué Issa Martin Bikienga, les agriculteurs de cette partie de l'Afrique sont mal connectés au marché, exposés aux aléas cli-

matiques et font face aux problèmes d'accès aux services sociaux de base, services agricoles et financiers.

« En Afrique de l'Ouest, les politiques agricoles et alimentaires ont été élaborés que ce soit au niveau de la CEDEAO, de l'UEMOA ou au niveau du CILSS. Mais dans la mise en œuvre, il y a des écarts dus à l'insuffisance de financement, d'absence de volonté politique et d'autres raisons », a affirmé cet ancien ministre de l'agriculture du Burkina Faso.

Créé le 12 septembre 1973 à la suite des grandes sécheresses qui ont frappé le Sahel dans les années

70, le CILSS est le Comité Permanent Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel. Il regroupe de nos jours 13 États membres à savoir le Bénin, la Côte d'Ivoire, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Sénégal, le Togo, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Tchad et le Cap Vert.

Selon John Holmes, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris et à Lisbonne, les investissements publics et privés en agriculture (surtout dans la production d'aliments de base) ont diminué et conduit à la stagnation ou à la baisse de la croissance des résultats des récoltes dans la plupart des pays en développement.

L'urbanisation rapide, poursuit-il, a conduit à la conversion des terres agricoles en terres non agricoles. En outre, la faiblesse des prix a conduit les agriculteurs à se tourner vers d'autres cultures alimentaires ou non alimentaires.

Si les dirigeants politiques et administratifs africains se plaignent de la montée de l'exode rural, c'est parce qu'ils ont peur de revisiter leurs politiques agricoles inadéquates et mal appliquées.

## Baromètres Bénin

Référentiel			Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)
Données Démographiques	Valeur	Sources	Référentiel		
Population	11,49 millions d'habts	Statistiques mondiales (2018)	Economie	Valeur	Sources
Densité de la population	100,17 hbts/Km <sup>2</sup>	Statistiques mondiales (2018)	Croissance économique	6,7	BAD 2020
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)	Pib par habitant	2415 \$	2018
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015	Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)	Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)	Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)	Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)	Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)	Taux d'intérêt des dépôts au Bénin	6,49%	Statistiques mondiales
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)	Bénin Taux moyen interbancaire à trois mois	5,76%	Trading economics
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)	Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)	Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics

## Lutter contre les médicaments qui tuent en Afrique

## Une approche collaborative et intégrée

La circulation de produits médicaux falsifiés et de qualité inférieure (MFQI) constitue un grave problème de santé publique pour les individus, les familles, les communautés et les pays en les privant de l'accès à des médicaments à des prix abordables et de bonne qualité. Bien qu'il existe des signes encourageants de croissance de la production locale de produits pharmaceutiques dans la région africaine, une étude réalisée en 2019 indique que seuls 10 à 30 % des médicaments consommés en Afrique subsaharienne sont fabriqués localement (McKinsey, 2020).

Sensibles à ce fléau sanitaire majeur, les gouvernements africains ont uni leurs forces à celles de l'OMS et d'autres acteurs des secteurs public et privé, y compris la société civile, pour trouver des moyens de lutter efficacement contre cette menace pour la santé publique, et améliorer substantiellement l'accès des patients à des médicaments et à des soins de santé de qualité.

Conformément à la déclaration politique signée par six pays africains (République du Congo, Ghana, Niger, Ouganda, Sénégal et Togo) le 18 janvier 2020, l'objectif principal de l'Initiative de Lomé est de mettre en œuvre des plans nationaux de lutte contre les MFQI avec une action interministérielle et une contribution coordonnée des autorités publiques et du secteur privé. En tant que coordinateur politique de l'initiative, la République togolaise s'est portée volontaire pour mener un projet pilote de lutte contre les MFQI qui sera lancé au quatrième trimestre 2022.

Dans le cadre de la 72e session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique, le Ministère de la Santé de la République du Togo, l'OMS et la Fondation Brazzaville organisent un événement parallèle le 23 août 2022 à 18h15 (UTC) en salle plénière au Centre International des Confé-



rence de Lomé (CICL).

Parmi les intervenants de haut niveau : Pr Moustafa Mijiyawa, Ministre de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel aux soins du Togo ; Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur Général de l'OMS ; Dr Matshidiso Rebecca Moeti, Directrice Régionale de l'OMS pour l'Afrique ; Dr Fatoumata Binta Tidiane Diallo, Représentante Résidente de l'OMS au Togo ; Dr Illiasou Idi Mainassara, Ministre de la Santé du Niger ; Dr Daniel Ngamije, Ministre de la Santé du Rwanda ; Dr Mamessilé Aklah Agba-Assih, Ministre déléguée de la Santé, de l'Hygiène publique et de l'Accès universel aux soins du Togo et M. Richard Amalvy, Direc-

teur général de la Fondation Brazzaville.

#### Les objectifs de l'événement sont les suivants :

- Réunir les Ministres de la Santé et/ou leurs représentants pour partager des informations actualisées et les meilleures pratiques mises en œuvre pour lutter contre les médicaments de qualité inférieure et falsifiés dans les pays africains ;
- Présenter les objectifs de l'initiative de Lomé contre les MFQI et toutes les actions entreprises depuis la signature de la déclaration politique en 2020, ainsi que toutes les autres initiatives existantes

sur la lutte contre les MFQI au niveau en Afrique ;

- Inviter les ministres présents à optimiser la coordination de la lutte contre les MFQI au niveau du continent et à faire des recommandations dans ce sens.

#### À propos de l'Initiative de Lomé

L'Initiative de Lomé a été lancée en janvier 2020 lors du Sommet de Lomé, au cours duquel six chefs d'État et de gouvernement africains (Congo, Ghana, Niger, Ouganda, Sénégal et Togo) ont signé une déclaration politique s'engageant à lutter contre le trafic de médicaments falsifiés et de qualité inférieure en ratifiant les accords internationaux existants ; en introdui-

sant de nouvelles sanctions pénales contre les trafiquants et en sensibilisant à ce fléau de santé publique, avec le précieux soutien des représentants des organisations internationales. La Fondation Brazzaville apporte un appui technique aux ministres de la Santé des pays signataires, ainsi qu'aux divers ministères qui ont un rôle à jouer dans ce combat. L'urgence de la situation appelle à un élargissement de cette initiative à d'autres pays, ainsi qu'à la mobilisation d'autres acteurs publics-privés nourrissant le même objectif. La Gambie, la République du Congo et la Guinée-Bissau ont exprimé leur volonté de rejoindre l'initiative.

#### À propos de la Fondation Brazzaville

La Fondation Brazzaville est une organisation indépendante à but non lucratif basée à Londres et enregistrée auprès de la Charity Commission for England and Wales (n.1160693). Sa vision est de cultiver l'afro-optimisme pour trouver des solutions endogènes aux défis du continent et leur donner un impact durable, en soutenant la primauté

de la compétence africaine dans les champs d'intervention suivants :

- Paix - notamment la résolution des conflits internationaux et internes ;
- Environnement - notamment la protection des écosystèmes, de la biodiversité et des communautés ;
- Santé publique - notamment la préservation et l'amélioration de la santé et du bien-être des populations.

Ses actions sont destinées à soutenir l'Agenda 2063 de l'Union africaine et participent à réaliser les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

Source (CP Fondation Brazzaville) – Contact presse

Durant le CRS72 à Lomé  
Cédric Otse-Mawandza  
cedric.otse@brazzaville-foundation.org  
WhatsApp : +242 06 696 59 70

Au siège à Londres  
Mikaël Oliveira, Responsable de la communication  
mikael.oliveira@brazzaville-foundation.org  
WhatsApp : +44 7943 287305



## Marché bancaire au Bénin

# L'Eglise catholique s'annonce avec ICTUS BANK

Dans une lettre en date du 05 Août 2022 et adressée au public notamment les fidèles chrétiens, et portant en objet : « Souscription pour création de ICTUS BANK », on note l'avènement d'une nouvelle banque au Bénin. Initiative de l'Eglise Catholique au Bénin, la souscription pour la constitution des actions est ouverte et se poursuit.

• Bidossessi WANOU

Le marché bancaire béninois est en voie d'enregistrer un nouvel acteur. ICTUS BANK, ICB en abrégé, c'est son nom. Portée par l'Eglise catholique et sa Conférence Episcopale au Bénin, il s'agira d'une Société Anonyme (SA) avec un capital de dix (10) milliards de francs Cfa dont la



part majoritaire sera détenue par les Diocèses, les

institutions ecclésiales et les fidèles laïcs. Les parts d'actions sont fixées à cinquante mille (50.000) francs Cfa. (...). Les souscriptions sont en cours de collecte dans une banque de la place jusqu'au 15 septembre 2022. L'église, son démembrement et ses fidèles constitueront, selon l'annonce faite, les grands actionnaires de cette nouvelle société bancaire. « La

part large de ce capital doit être prise par les diocèses, les institutions ecclésiales et les fidèles laïcs. A ce titre, le diocèse d'Abomey souhaite siéger en faisant bloc avec ses institutions ecclésiastiques et ses fidèles laïcs en mobilisant le maximum d'actions dont la valeur nominale est à 50 mille francs CFA », lit-on dans la lettre apostolique de l'évêque du diocèse d'Abomey qui a

dit sa confiance en l'engagement des fidèles pour le bien de l'Eglise catholique au Bénin, qui institue une première Banque fondée par les nationaux. Il faut souligner que l'Eglise catholique au Bénin intervient dans plusieurs secteurs de la vie socio-économique. Cette initiative marque son avènement dans le secteur bancaire où elle n'était pas présente comme de nombreux autres.

## Communications électroniques

## L'Arcep Bénin fixe les périmètres et mesures de sécurité, les règles de camouflage

L'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste du Bénin (ARCEP Bénin) a pris une décision en date du 29 juillet 2022 fixant les périmètres et mesures de sécurité et les règles de camouflage des sites radioélectriques. Lire la décision.



AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS  
ELECTRONIQUES ET DE LA POSTE

CERTIFIÉE ISO 9001 : 2015

Cotonou, le 29 JUIL 2022

DECISION N° 2022-0248 /ARCEP/PT/SE/GU fixant les périmètres et mesures de sécurité et les règles de camouflage des sites radioélectriques en République du Bénin.

#### LE CONSEIL DE RÉGULATION,

- Vu la loi n° 2017-20 du 20 avril 2018 portant code du numérique en République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2020-35 du 06 janvier 2021 ;
  - Vu le décret n° 2019-209 du 31 juillet 2019 portant attributions, organisation et fonctionnement des organes de l'Autorité de régulation des Communications Electroniques et de la Poste ;
  - Vu le décret n° 2021-062 du 10 février 2021 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP) ;
  - Vu le décret n° 2021-082 du 03 mars 2021 portant nomination du Président et de la Vice-Présidente du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP) ;
  - Vu le décret n° 2021-051 du 03 février 2021 fixant les valeurs limites d'exposition aux champs électriques, magnétiques et électromagnétiques et les modalités de contrôle et d'inspection des équipements et installations radioélectriques ;
  - Vu l'arrêté année 2021 n°17/MND/MS/MC/DD/MDGL/DC/SGM/CTJ/CJ/SA/017SGG2021 du 16 décembre 2021 portant conditions d'implantation, de transfert et de modification des stations radioélectriques en République du Bénin ;
  - Vu la communication n°022 /ARCEP/SE/DAR/SP/2022 du 29 juillet 2022 ;
- Après avoir délibéré en sa session du 29 juillet 2022 ;

#### DECIDE :

#### CHAPITRE I : DES DISPOSITIONS GENERALES

##### Article 1<sup>er</sup> : Objet

La présente décision fixe les périmètres et mesures de sécurité et les règles de camouflage des sites radioélectriques en République du Bénin.

##### Article 2 : Installation des sites radioélectriques

Les sites radioélectriques peuvent être installés au sol ou sur les points hauts (toits d'immeubles, châteaux d'eau, etc.).

#### CHAPITRE II : DES PERIMETRES ET MESURES DE SECURITE

##### Article 3 : Périmètre de sécurité des sites radioélectriques

La distance minimale qui sépare l'axe principal du pylône d'une propriété immédiate, habitée ou non, est fixée comme suit :

- un rayon de 10 mètres pour les pylônes implantés au sol jusqu'à une hauteur de 9 mètres (immeuble de R+2) ;
- un rayon de 8,5 mètres pour les pylônes implantés sur les points hauts dépassant une hauteur de 9 mètres (immeuble de R+2).

##### Article 4 : Clôture de sécurité des sites radioélectriques

Une clôture de sécurité est érigée autour des sites radioélectriques pour protéger le public de toute exposition aux rayonnements et d'accidents liés aux chutes éventuelles d'équipements installés sur les pylônes.

La clôture de sécurité tient compte de la distance minimale fixée à l'article 3 de la présente décision.

Les opérateurs de réseaux mobiles veillent à ce que les polices d'assurance souscrites au titre de leur licence ou autorisation couvrent les installations et équipements des sites radioélectriques.

#### CHAPITRE III : DU CAMOUFLAGE DES SITES RADIOELECTRIQUES

##### Article 5 : Zones de camouflage

Le camouflage est exigé pour tout site radioélectrique implanté dans les zones urbaines des communes à statut particulier et intermédiaires.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent, l'Autorité de Régulation peut exiger le camouflage dans certaines zones spécifiques définies en raison de leurs caractères touristique et stratégique. La liste des zones définies est mise à jour annuellement par l'Autorité de Régulation.

##### Article 6 : Critères de choix du type de camouflage

Le choix du type de camouflage des sites doit respecter l'intégrité visuelle (fond, forme, couleur, éclat, etc.) des bâtiments, des infrastructures et des paysages.

##### Article 7 : Validation du type de camouflage

Les types de camouflage à déployer sont préalablement soumis à l'appréciation de l'ARCEP BENIN dans le cadre de la demande de validation des sites. La description, les caractéristiques et le schéma synoptique du camouflage sont constitutifs du dossier de demande de validation de sites radioélectriques.

#### CHAPITRE IV : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

##### Article 8 : Mise en conformité

En ce qui concerne les périmètres de sécurité, les opérateurs de réseaux mobiles disposent d'un délai de trois (03) ans pour la mise en conformité de leurs sites radioélectriques existant avant l'entrée en vigueur de la présente décision.

A cet effet, ils soumettent à l'Autorité de Régulation un plan de mise en conformité de leurs sites radioélectriques qui court au plus tard à partir de janvier de 2023.

En ce qui concerne le camouflage, les opérateurs de réseaux mobiles disposent d'un délai de deux (02) ans, conformément à une planification annuelle de déploiement de camouflage dans les zones précisées à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 5 qui tient compte des programmes de déploiement des villes.

##### Article 9 : Sanctions

Le non-respect des dispositions de la présente décision est passible de sanctions conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

##### Article 10 : Entrée en vigueur

La présente décision abroge toutes décisions antérieures contraires. Elle prend effet à compter de sa date de signature et est publiée partout où besoin sera.

Ont siégé :

Mesdames :

Carrelle TOHO

Fanta SANGARE BOURAIMA

Esther GANDJI

Messieurs :

Flavien BACHABI

Goundé Désiré ADADJA

Président,  
Le Président  
Flavien BACHABI

#### AMPLIATIONS

Original	1
MND	1
Opérateurs	3
FAI	17

## Recherche de la paix

### Le prix Félix Houphouët-Boigny de l'UNESCO attribué à Angela Merkel

L'ex Chancelière allemande, Angela Merkel, est la lauréate 2022 du Prix Félix Houphouët-Boigny de l'Unesco pour la recherche de la paix. Le jury apprécie le rôle de la chancelière dans l'accueil des réfugiés venus de la Syrie, de l'Irak etc. «L'ensemble du Jury a été touché par sa décision courageuse, prise en 2015, d'accueillir plus de 1,2 million de réfugiés venus notamment de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan et d'Erythrée. C'est une leçon qu'elle laisse à l'histoire», soutient le président du Jury, Denis Mukwege. Née Angela Kasner le 17 juillet 1954 à Hambourg, elle fut présidente de l'Union chrétienne-démocrate (Cdu) avant de devenir chancelière fédérale d'Allemagne du 22 novembre 2005 au 8 décembre 2021. Mais l'ex Chancelière avait aussi occupé le poste de ministre fédérale des Femmes et de



la Jeunesse au sein du cabinet Helmut Kohl IV, de 1991 à 1994, puis ministre fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire du cabinet Kohl V. Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco, explique que cette décision du Jury vient rappeler que l'accueil des migrants et des réfugiés est un enjeu primordial. «La souffrance est universelle, les solutions à apporter à la souffrance doivent également être universelles. Construire la paix

consiste aussi à ouvrir les portes à ceux qui souffrent», ajoute-t-elle. Par ailleurs une «mention d'honneur» a été décernée à Julienne Lusenge pour son engagement en faveur des femmes victimes de violences sexuelles. Elle a été d'un grand soutien auprès des femmes victimes de la guerre dans le Nord-Kivu en République démocratique du Congo.

Financial Afrik

## Zone Euro

### La monnaie unique au plus bas depuis 20 ans face au dollar

L'euro est descendu le 22 août 2022 à son plus bas depuis 20 ans face au dollar. Mais jusqu'où va s'enfoncer la monnaie unique ? L'euro plongeait lundi sous la parité avec le dollar, au plus bas depuis près de 20 ans, pris en étau entre une crise énergétique majeure en Europe et, aux Etats-Unis, une Fed toujours offensive pour juguler l'inflation. Vers 20 heures 15, l'euro perdait 1,05 % à 0,9932 dollar, un plus bas depuis décembre 2002. La monnaie unique était déjà descendue une première fois sous la parité mi-juillet.



car « de mauvais indicateurs PMI mardi pourraient suffire à ancrer l'euro sous un dollar », prévient-il.

**La BCE dans une situation « très difficile »**  
Ce développement place la Banque centrale européenne dans une situation « très difficile », constate Erik Nelson, de Wells Fargo. Une hausse de son taux directeur lors de sa prochaine réunion du 8 septembre, attendue à un demi-point de pourcentage, « soutiendrait un peu » l'euro, « mais avec le risque d'aggraver la situation économique » de la zone. Et même en osant un nouveau relèvement d'un demi-point comme le prévoit le marché, après une hausse similaire en juillet, la BCE ne referait pas son retard sur la Fed, que les opérateurs voient désormais remonter une troisième fois d'affilée ses taux de 0,75 point de pourcentage en septembre. ici. « Les gens s'attendent à ce que le président de la Fed (Jerome) Powell adopte un discours peut-être

un peu plus offensif qu'en juillet » lors de son allocution, prévue vendredi. Outre la poursuite du resserrement, le responsable pourrait insister sur « la probabilité que l'inflation reste élevée pour un moment, (...) et que les taux demeurent hauts pour quelque temps aussi », estime Shaun Osborne. Après avoir tablé sur une possible baisse de taux de la Fed durant les premiers mois de 2023, le marché ne l'envisage plus qu'à la fin de l'an prochain. Toutes ces incertitudes ne permettent donc pas de bien anticiper l'évolution des cours. Certains analystes voient l'euro déraiper encore davantage à mesure qu'arrive la saison froide, notamment Nomura, qui évoque la monnaie unique à 0,95 dollar d'ici octobre, voire en deçà. Mais pour Shaun Osborne, « le dollar est déjà allé très haut et nous ne sommes pas persuadés qu'il aille beaucoup plus loin à moyen terme ».

20 minutes

## Région du Sahel

### Le Royaume-Uni fournira 46 millions \$ pour améliorer la sécurité alimentaire



Après l'Asie, l'Afrique représente le second foyer de personnes sous-alimentées dans le monde avec une proportion de 20 %. Sur le continent, les régions les plus vulnérables à ce phénomène sont généralement en proie à des conflits ou à des conditions climatiques extrêmes. Au Royaume-Uni, le gouvernement compte d'allouer un montant de 38 millions de livres (46,2 millions \$) à l'assistance alimentaire dans la région

du Sahel en proie à une instabilité sécuritaire. Selon un communiqué relayé par Bloomberg, les interventions seront menées à travers le Nigeria, le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et le Niger. D'après Vicky Ford, représentante britannique en charge de l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes au ministère des Affaires étrangères du Commonwealth et du Développement, ce soutien aidera environ 1 million de personnes à accéder à l'eau et à la nourriture en vue de réduire les impacts de l'insécurité alimentaire croissante exacerbée par le conflit russo-ukrainien. Dans les détails, la responsable souligne que l'enveloppe servira pour l'essentiel à subvenir aux besoins des réfugiés, mais aussi des femmes et enfants malnutris dans les zones touchées par des conflits armés. Parmi les pays ciblés, le Nigeria devrait monopoliser une part substantielle des fonds avec plus de 17 millions \$ en raison de la grave pénurie alimentaire qui prévaut dans le nord-ouest du pays, où les besoins humanitaires sont également les plus élevés de la région du Sahel. Pour rappel, selon le Bureau des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), près de 18 millions de personnes sont dans une situation d'insécurité alimentaire sévère dans la région sahélienne.

## Lutte contre le terrorisme

### Le Burkina Faso et le Niger envisagent la mise en place d'une force conjointe

Depuis sa création en 2014, avec pour objectif de ramener l'ordre et la sécurité dans le Sahel, le G5 Sahel peine à convaincre sur le terrain. Les Etats membres tentent désormais de trouver d'autres solutions pour lutter efficacement contre les extrémistes qui ont gagné du terrain depuis lors. Le Burkina Faso et le Niger envisagent des opérations conjointes dans leurs territoires, en vue de lutter efficacement contre le terrorisme. L'information émane d'un communiqué de presse publié par la présidence burkinabè, le lundi 22 août sur Facebook. D'après les responsables des deux pays, cette initiative vise non seulement à apporter une réponse aux défis auxquels leurs différentes forces armées nationales sont confrontées mais aussi à reprendre le contrôle de la situation. Pour ce faire, les deux Etats prévoient le renforcement de la coopération dans le domaine de la défense via un accord de coopération militaire et la multiplication des opérations conjointes sur le terrain. « Au-delà des opérations ponctuelles, nous envisageons de faire des opérations régulières et permanentes [...] pour permettre à nos forces d'occuper le terrain, de prendre le contrôle du terrain et qu'on ne puisse pas laisser un seul centimètre aux terroristes aussi bien au Niger qu'au Burkina Faso », a expliqué le ministre nigérien de la Défense, Alkassoum Indattou. Le Burkina Faso et le Niger appartiennent au G5 Sahel, une force créée en février 2014 avec la Mauritanie, le Mali et le Tchad. Dotée d'un budget d'opérationnalisation estimé à 400 millions d'euros, elle s'est donné pour mission de ramener la sécurité dans le Sahel infesté de groupes djihadistes. Le 15 mai dernier, l'accusant d'être instrumentalisé et de ne jouir d'aucune indépendance, le Mali a annoncé qu'il va se retirer du G5 Sahel dont certains Etats membres avaient refusé de lui accorder la présidence tournante. Un mois plus tard, dans une lettre au président en exercice du G5 Sahel, le général Oumar Diarra, chef d'état-major des armées du Mali, a annoncé le retrait des 1400 soldats maliens de la force conjointe comptant 5000 hommes chargés de mener des opérations antiterroristes transfrontalières. Notons que les autorités du Burkina Faso et du Niger ambitionnent également d'élargir leur projet d'opérations conjointes au Mali pour une meilleure synergie d'actions et au Bénin pour plus de résultats probants au niveau de leur frontière commune.



## Ghana

### Les expéditions de pulpes de noix de coco déshydratée ont rapporté 22 millions \$ en 2021

Au Ghana, le développement de l'arboriculture est l'une des principales priorités du gouvernement dans le secteur agricole pour les prochaines années. Parmi les filières les plus dynamiques de ce segment, figure la noix de coco. Au Ghana, les ventes de pulpe de noix de coco déshydratée ont atteint un niveau record en 2021. Selon un rapport publié par l'Autorité de promotion des exportations (GEPA), les expéditions du produit ont généré 22 millions \$ l'année dernière. Le montant annoncé marque une hausse de 71 % par rapport à l'enveloppe de 6,3 millions \$ engrangée un an plus tôt. Cette prouesse permet au pays de se positionner au 9ème rang des principaux fournisseurs du produit sur le marché international et témoigne en outre de la bonne dynamique de croissance du secteur. Selon le document, les recettes d'exportation ont affiché une progression de 45 % en moyenne entre 2017 et 2021. Largement utilisée dans l'industrie des biscuits et en pâtisserie, la pulpe de noix de coco séchée représente un marché en pleine croissance dont la valeur est estimée à 1 milliard \$ par an. En ce qui concerne les principales destinations pour la filière ghanéenne, le GEPA indique que la République dominicaine arrive en tête avec des achats de 17,3 millions \$, soit environ 79 % des expéditions totales en valeur.

Ecofin du 23 Août 2022

<b>BRVM 10</b>	<b>162,97</b>
Variation Jour	↓ -0,34 %
Variation annuelle	↑ 6,16 %



# BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

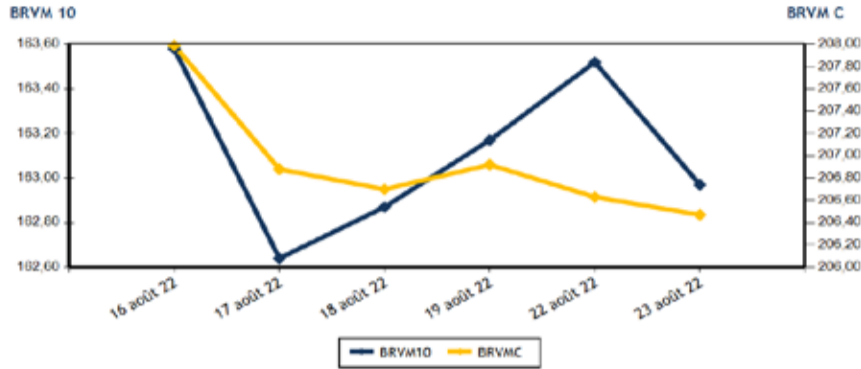
N° 160

mardi 23 août 2022

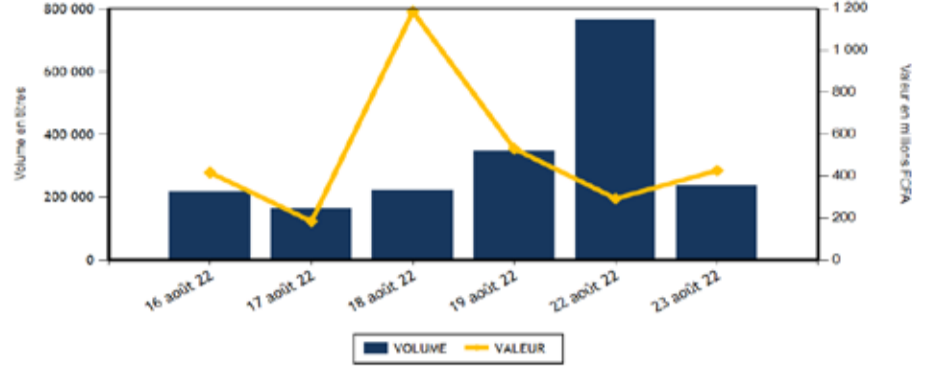
Site : www.brvm.org

<b>BRVM Composite</b>	<b>206,47</b>
Variation Jour	↓ -0,08 %
Variation annuelle	↑ 2,07 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 215 190 819 776	-0,08 %
Volume échangé (Actions & Droits)	235 847	-68,95 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	404 659 983	59,71 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	16	33,33 %
Nombre de titres en baisse	14	7,69 %
Nombre de titres inchangés	12	-29,41 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 053 208 625 040	-0,28 %
Volume échangé	2 286	-43,53 %
Valeur transigée (FCFA)	23 269 583	-43,08 %
Nombre de titres transigés	13	225,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	3	
Nombre de titres inchangés	9	200,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	6 460	7,49 %	26,17 %
TOTAL CI (TTLC)	2 265	7,09 %	7,86 %
SETAO CI (STAC)	1 480	6,47 %	102,74 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 700	5,71 %	-11,90 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 955	5,40 %	-3,72 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	835	-7,22 %	-1,76 %
BERNABE CI (BNBC)	2 100	-4,55 %	-3,45 %
CIE CI (CIEC)	2 145	-2,28 %	13,19 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 500	-2,17 %	-23,14 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 500	-1,79 %	-11,29 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	101,71	-0,03 %	-7,63 %	16 810	32 685 240	26,03
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	470,60	-0,85 %	4,85 %	12 214	75 967 255	9,24
BRVM - FINANCES	15	78,32	0,08 %	1,54 %	176 084	173 283 873	7,56
BRVM - TRANSPORT	2	438,36	0,00 %	-29,54 %	10 062	17 141 155	7,03
BRVM - AGRICULTURE	5	321,79	0,49 %	32,26 %	8 307	82 362 595	6,08
BRVM - DISTRIBUTION	7	379,60	1,17 %	-6,83 %	12 031	22 767 975	28,29
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 826,15	6,47 %	102,74 %	339	451 890	17,77
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,17	
Taux de rendement moyen du marché	6,96	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,57	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	102	
Volume moyen annuel par séance	1 112 067,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 491 515 856,85	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	8,37	
Ratio moyen de satisfaction	7,86	
Ratio moyen de tendance	93,93	
Ratio moyen de couverture	106,47	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,34	
Nombre de SGI participantes	28	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.  
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
 uca@ucasgi.com  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
 www.ucasgi.com

**SGI BENIN**  
 Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
 contact@agi-agi.com  
 +229 21318733  
 +229 21316065

**AFRICABOURSE**  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIIC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
 sgibfs@biic-financialservices.com

## Royaume-Uni

## L'inflation dépasse 10 % et plombe le coût de la vie

L'inflation au Royaume-Uni a bondi en juillet à 10,1 % sur un an, passant la barre symbolique d'une hausse des prix à deux chiffres qui promet d'aggraver un peu plus la crise du coût de la vie. L'alimentation a particulièrement augmenté en juillet. « La boulangerie, les produits laitiers, la viande et les légumes », mais aussi « les plats à emporter », énumère Grant Fitzner, chef économiste de l'Office national des statistiques (ONS), sur Twitter. L'inflation, qui atteignait déjà 9,4 % sur un an en juin, reste à son niveau le plus élevé en 40 ans. Elle accélère plus vite que les prévisions des économistes et pourrait dépasser 13 % en octobre, prévoit la Banque d'Angleterre, lorsque des hausses drastiques des prix de l'énergie, qui flambent eux aussi, doivent entrer en vigueur pour les particuliers.

## Chute des salaires réels



En conséquence, le pouvoir d'achat des Britanniques fond à une vitesse record, avec des salaires réels, c'est-à-dire ajustés après les hausses de prix, qui ont perdu 3 % pour les trois mois terminés fin juin, selon des chiffres publiés par l'ONS mardi. L'économie accuse déjà le coup. Le produit intérieur brut (PIB) britannique s'est contracté de 0,1 % au deuxième trimestre, avant une probable entrée en ré-

cession à la fin de l'année. « Je comprends que les temps sont durs et que les gens s'inquiètent des augmentations de prix auxquelles les pays du monde entier sont confrontés », a réagi le ministre des Finances Nadhim Zahawi, mettant en avant le paquet de soutien de 37 milliards de livres (43,9 milliards d'euros) déjà annoncé par le gouvernement. Mais de l'opposition aux ONG en passant par les entreprises, de nombreuses

voix appellent à faire bien davantage pour les ménages modestes face à des hausses de prix historiques.

## Inaction gouvernementale

Et si le pouvoir d'achat est au cœur de la campagne des conservateurs pour choisir le successeur du Premier ministre démissionnaire Boris Johnson, les critiques enflent face à l'inaction de l'exécutif avant que les deux

finalistes Liz Truss et Rishi Sunak ne soient départagés début septembre. « La crise du coût de la vie est désormais bien réelle pour les ménages et les entreprises, il faut donc une solution concrète pour soutenir les plus vulnérables face à des factures énergétiques plus élevées », réclame le syndicat patronal CBI dans un communiqué.

## Le Royaume-Uni particulièrement touché

Les données de l'ONS « indiquent que l'inflation a augmenté plus fortement au Royaume-Uni que dans d'autres pays du G7 » et « de nombreux consommateurs sont déjà contraints de faire des choix » difficiles pour équilibrer leur budget, selon Susannah Streeter, de Hargreaves Lansdown. A titre de comparaison, la hausse des prix à la consommation en France s'est accélérée en juillet pour atteindre 6,1 % sur un an, tandis que l'infla-

tion a ralenti aux Etats-Unis à 8,5 %, selon des chiffres publiés la semaine dernière. Outre-Manche, l'inflation a été généralisée le mois dernier, note l'ONS.

## La banque d'Angleterre tente de limiter la casse

Le coût des matières premières et des biens à la sortie des usines a lui aussi continué d'augmenter. La Banque d'Angleterre, qui a déjà relevé plusieurs fois ses taux d'intérêt depuis 2021 pour tenter de calmer l'inflation, avait annoncé début août une hausse de son taux directeur d'un demi-point de pourcentage, la plus forte augmentation depuis 1995. « L'étendue et l'ampleur de l'inflation mettent une pression supplémentaire sur la Banque d'Angleterre » pour poursuivre les hausses au-delà de son taux actuel de 1,75 %, estime l'économiste de KPMG Yael Selfin.

20 MINUTES



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.  
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan  
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN

Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

## COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

## Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

## Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation** : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

**Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39**

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

## Avis de Vente

Vente d'un terrain de **410m2 à Ayélawadjé à Akpakpa près du centre** d'insuline au bord des nouvelles voies pavées. Une très bonne position commerciale.

Nous invitons tous ceux qui sont intéressés pour acquérir ladite parcelle à faire une offre d'achat.

Les propositions de prix sont attendues au plus tard le 30 août 2022, date à laquelle la vente sera accordée au plus offrant après l'ouverture des offres le même jour à 12 heures.

Pour tout appel et visite, prière appeler monsieur AKADIRI ADISSA aux numéros : **97 26 97 46 ou le 95 05 62 29.**

Les offres seront déposées sous plis fermés auprès de monsieur **AKADIRI ADISSA** ou au secrétariat du quotidien l'Economiste du Bénin qui pourra les transmettre à qui de droit.



# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Atelier de l'AGN et les points focaux nationaux	2 - 3 Août 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	<a href="https://africangroupofnegotiators.org/">https://africangroupofnegotiators.org/</a>
Semaine Africaine du Climat 2022	29 Août 2022 - 2 Septembre 2022	Malabo, Gabon	<a href="https://unfccc.int/fr/ACW2022">https://unfccc.int/fr/ACW2022</a>
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844">https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844</a>
6 <sup>e</sup> Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 <sup>er</sup> au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Prudence ! Prudence ! Méfiez-vous d'un piège qu'on pourrait vous tendre, d'une promesse ou d'un engagement qu'on pourrait vous extorquer, entraînant des pertes d'argent considérables. Soyez économe et surtout ne financez pas une entreprise aventureuse. Abstenez-vous de misez gros aux jeux de hasard, car il ne semble pas que vous soyez très favorisé aujourd'hui.

**Taureau** Aucun changement à l'horizon ; vous devrez encore gagner votre pain à la sueur de votre front. Ne rêvez pas : Saturne et la Lune ne sont ni l'un ni l'autre des facteurs d'expansion, et ce n'est certainement pas cette fois que vous gagnerez au Loto.

**Gémeaux** Les astres vous mettront en garde en matière d'argent. Ne vous laissez pas tenter par des affaires qui font espérer de gros bénéfices mais qui offrent peu de garanties. Ne faites pas non plus des mises importantes dans des jeux de hasard, car vos chances de gagner seront minimales. D'autre part, refusez catégoriquement de mettre des fonds dans les affaires sur lesquelles vous n'avez pas un droit de regard permanent.

**Cancer** Vous investirez peut-être dans une affaire qui ne sera pas immédiatement rentable. Quoi qu'il en soit, ne vous laissez pas rouler dans la farine par des gens plus téméraires ou plus machiavéliques que vous. Votre point fort, ce sera de tout prévoir. Vous serez très en verve, et toutes les professions où l'on doit argumenter et persuader seront favorisées.

**Lion** Il y aura un écueil dans le climat astral qui va s'instaurer aujourd'hui. Il s'agira d'une tendance à croire que l'argent seul peut procurer le bonheur et qu'il suffit d'avoir de l'argent pour être heureux. Certes, l'argent peut donner un certain confort matériel et certaines facilités, mais c'est à peu près tout ce dont il est capable. Il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont même allergiques à l'argent.

**Vierge** Cette configuration de Saturne vous rendra fort impatient de régler vos problèmes pécuniaires. Seulement, à vouloir aller trop vite en besogne, vous risquez de commettre de belles erreurs.

**Balance** Malgré vos irrésistibles envies de dépense, dont quelques-unes sont d'ailleurs parfaitement légitimes, songez à faire des économies. Gardez malgré tout un oeil vigilant sur votre compte en banque !

**Scorpion** Bonjour les soucis d'argent ! Après une période faste, vous vous retrouverez à nouveau face à des problèmes pécuniaires. Cependant, en vous imposant des mesures d'économie draconiennes, vous limiterez les dégâts.

**Sagittaire** Une chance spéculative pourra vous aider à remonter le courant, mais vous devrez agir calmement, sans aucune précipitation et ne tablez qu'à coup sûr. A propos, il faut se rappeler que la plupart des vraies joies en ce monde sont allergiques à l'argent. C'est pour ces raisons qu' "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas" (Lucius Florus).

**Capricorne** Sur le plan matériel, les soucis vous seront épargnés. Il est vrai que vous saurez gérer votre budget avec beaucoup d'habileté, et régler efficacement les problèmes concrets. Et puis, vous n'hésitez pas à vous lancer dans des opérations financières audacieuses, tout en évitant de prendre des risques excessifs. Vous obtiendrez de beaux succès.

**Verseau** Un petit coup de chance est possible aujourd'hui. C'est en effet Vénus, la planète de l'amour, mais qui est aussi, avec Jupiter et Neptune, l'une des planètes de chance du Zodiaque, qui influencera l'un de vos secteurs d'argent. Ne vous attendez pas à gagner le gros lot au Loto, mais vous pourrez tout de même avoir une bonne surprise : par exemple voir quelqu'un vous rembourser une dette que vous aviez oubliée, ou une personne compétente vous accorder une prime imprévue, sur laquelle vous ne comptiez pas.

**Poissons** Si vous persistez à jeter l'argent par les fenêtres, vous allez bientôt devoir tirer le diable par la queue, et il vous en cuira ! Allons, faites preuve d'économie pour vous éviter bien des soucis inutiles.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : [leconomistbenin1@gmail.com](mailto:leconomistbenin1@gmail.com)

Site : [www.leconomistbenin.com](http://www.leconomistbenin.com)

**Directeur Général**

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

**Assistant du Directeur Général**

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

**Secrétaire caissière**

Ella Viviane HOUHOMEGAN (97 14 85 43)

**Directeur de publication**

Jules AFFODJI

**Rédacteur en chef**

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

**Secrétaire de rédaction**

Abdul Wahab ADO

(66656265)

**Rédacteurs**

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

**Raoul Gandaho**

(Correspondant Ouémé Plateau)

**Mouhamed Bouhari SAÏDOU**

(Br. Borgou/Alibori)

**Jules Daniel Mahuto**

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : [eco.benin.paris@gmail.com](mailto:eco.benin.paris@gmail.com)

**Directrice commerciale**

Rigel BATCHO

(69190880)

**Graphiste**

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

# Indicateurs économiques du Bénin

## Indicateurs de croissance

Indicateur de croissance	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (e)
PIB (milliards USD)	8,30	8,58 e	9,41 e	10,62	11,56
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	2,1	4,0 e	5,4 e	6,0	6,3
PIB par habitant (USD)	764 e	771 e	826 e	910	969
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	42,425	50,267	53,364 e	53,557	51,546
Taux d'inflation (%)	0,3	-0,8	2,0 e	2,1	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,70	-0,62 e	-0,82 e	-0,75	-0,80
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-8,4	-7,2 e	-8,7 e	-7,1	-6,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Dernières données disponibles. Note : (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2013	2014	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF)- Taux de change annuel pour 1 EURO	630,96	630,63	631,22	630,86	531,31

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	43,2	18,5	38,3
Valeur ajoutée (en % du PIB)	25,6	23,4	51,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,4	4,5	3,6

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## Les indicateurs de Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2012	2013	2014	2015	2016
Importations de biens (millions USD)	2.339	3.010	3.823	3.028	2.251
Exportations de biens (millions USD)	1.443	1.982	2.563	2.032	1.354
Importations de services (millions USD)	575	761	884	n/a	712
Exportations de services (millions USD)	414	500	456	n/a	382
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	12,3	30,0	16,1	-8,4	1,4
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	24,1	20,7	24,8	-10,1	7,0
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-559	-612	-710	-505	-669
Commerce extérieur (en % du PIB)	59,7	69,5	76,5	68,0	70,2
Importations de biens et services (en % du PIB)	35,1	41,3	44,5	39,8	39,7
Exportations des biens et services (en % du PIB)	24,6	28,2	32,1	28,2	30,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

## Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2015
Inde	13,0 %
Niger	9,6 %
Malaisie	8,8 %
Singapour	7,9 %
Vietnam	7,5 %
Bangladesh	7,4 %
Nigeria	6,3 %
Chine	5,3 %
Indonésie	3,7 %
Pakistan	2,8 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2015
France	11,7 %
Chine	10,8 %
Inde	9,8 %
Togo	8,5 %
Thaïlande	7,7 %
Espagne	6,0 %
Belgique	4,9 %
Etats-Unis	3,3 %
Nigeria	3,3 %
Pays-Bas	3,2 %

Source : Comtrade, dernières données disponibles

## Investissement

Les IDE en chiffres

	Bénin	Afrique Subsaharienne	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,0	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	9,0	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	4,0	8,0
Index de protection des investisseurs****	4,0	4,3	6,5	6,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2014	2015	2016
Flux d'IDE entrants (millions USD)	405	150	161
Stocks d'IDE (millions USD)	1.607	1.666	1.690
Nombre d'investissements Greenfield***	1	5	0
IDE entrants (en % de la FBCF****)	14,6	6,8	7,7
Stock d'IDE (en % du PIB)	16,5	20,1	19,7

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

PIB	dernier	Référence	Précédent
Taux de croissance annuelle du PIB	5,5	Mars 2018	5,5
PIB	9,27 milliards USD	Déc 2017	8,57
Pib par habitant	860 USD	Déc 2017	837
Pib par habitant Ppp	2064 USD	Déc 2017	2010
Prix constant du Pib	4095 de FCFA- Milliards	Déc 2016	3939
Pib de l'agriculture	855 de FCFA- Milliards	Dec 2016	878
Pib de la fabrication	874 de FCFA- Milliards	Dec 2016	779
Pib du secteur des mines	14,7 de FCFA- Milliards	Dec 2016	10,7
Pib de l'administration publique	316 de FCFA- Milliards	Déc 2016	315
Pib des services	1510 de FCFA- Milliards	Déc 2016	1491

Source : trading economics

Tarifs	Dernier	Référence	Précédent
Taux d'inflation	0.8%	Mai 2018	1.9
L'inflation alimentaire	1.8%	Mai 2018	5.3
Indice des prix à la consommation	113 Index-Points	Mai 2018	113
CPI Housing Services publics	115 Index-points	Mai 2018	115
CPI Transport	114 Index-Points	Mai 2018	114

Source : trading economics

Argent	Dernier	Référence	Précédent
taux d'intérêt	4.5%	Juin 2018	4.5
Fort taux d'intérêt	6.93%	Déc 2016	6.99
Taux interbancaire	5.08%	Mai 2018	3.75

Source : trading economics

Commerce	dernier	Référence	Précédent
Balance commerciale	-190 FCFA - Milliards	Mars 2018	-408
Exportations	147 FCFA - Milliards	Mars 2018	82.05
Importations	338 FCFA - Milliards	Mars 2018	490
Compte courant	-809 USD million	Dec 2016	-745
Compte courant par rapport au PIB	-7.1%	Dec 2016	-6.5
Indice de terrorisme	0	Dec 2016	0

Source : trading economics

Gouvernement	dernier	Référence	Précédent
La dette publique au PIB	23.2%	Dec 2016	21.3
Budgets du gouvernement	-5.8% of GDP	Dec 2017	-6.2
Cote de crédit	30	-	-
Dépenses militaires	112 USD Million	Dec 2017	79.58

Source : trading economics

Entreprise	dernier	Référence	Précédent
Vitesse Internet	1517KBps	Mars 2017	1642
Adresses IP	5580 IP	Mars 2017	5652
Utilisation de la capacité	57.9%	Mars 2018	63.4
Indice de compétitivité	3.47 points	Dec 2018	3.47
Compétitivité rang	120	Dec 2018	124
Indice de la corruption	39 Points	Dec 2017	36
Corruption rang	85	Dec 2017	95
Facilité de faire des affaires	151	Dec 2017	155
Production industrielle	5.4%	Mars 2018	26.6
Indice économique avancée	0.8%	Fev 2018	0.7

Source : trading economics

## Exposition Ouidah et Héritage

## Eco-Bénin promeut le patrimoine culturel de la terre hxuéda

Suivant son engagement à accompagner le développement du tourisme au Bénin, avec l'appui de l'ambassade de France au Bénin, l'Ong Eco-Bénin a démarré, mardi 23 août 2022, l'"Exposition Ouidah et Héritage". Prévue pour se tenir du 23 au 27 août, cette rencontre qui se déroule sur la terre des hxuéda mobilise les détenteurs vivants du patrimoine culturel.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Outre la protection de la biodiversité au service de laquelle elle s'investit depuis plusieurs années, l'Ong Eco-Bénin fait aussi de la valorisation du patrimoine culturel du Bénin, une de ses priorités. C'est ce qui explique l'initiative « Exposition Ouidah et Héritage » dont le lancement a été fait le mardi 23 août. Organisée seulement quelques mois après la restitution des biens culturels de la conquête coloniale par la France, cette exposition vise à mettre les projecteurs sur le patrimoine matériel et immatériel du "centre spirituel" du Bénin que représente Ouidah. Mieux, il s'agit pour Eco-Bénin et ses partenaires de promouvoir une plate-forme d'éducation au patrimoine et à la culture vivante dans la ville de Ouidah et environs, sur la base d'activités de production de contenus, notamment numériques, issus des enquêtes. Pour ce rendez-vous qui réunit des participants venus de divers horizons, l'exposition offre au grand public la possibilité de rencontrer les détenteurs de patrimoine et de découvrir en images les trésors vivants de la ville de Ouidah notamment les savoirs sacrés, l'art culinaire, les petits métiers,



● Gauthier Amoussou, Coordonateur de l'Ong Eco-Bénin

nature en ville, etc. Une action qui, placée dans le contexte de promotion de l'économie du tourisme au Bénin, vient renforcer la promotion touristique. Dans son mot introductif au lancement de l'exposition, « ces trésors sont fabriqués par des gens et nous souhaitons qu'on puisse les mettre en valeur. C'est pour ça que nous avons travaillé pendant un an pour inventorier les détenteurs de patrimoine. Nous voulons promouvoir un patrimoine vivant », a confié Gauthier Amoussou, Coordonateur de l'Ong Eco-Bénin. C'est alors que va intervenir Salomon Okiri, Représentant de l'ambassade de France près le Bénin. « Ce qui est intéressant dans ce projet c'est qu'on valorise les savoir-faire de la ville, les petits-métiers. Depuis

des centaines, il y a des choses qui se font et ce n'est qu'à Ouidah que les gens savent le faire (...) quand les gens vont venir visiter les musées, le Fort portugais, etc., il ne faut qu'ils profitent de l'ensemble des savoir-faire de la ville ».

Pour sa part, le maire Christian Houétchénou n'a pas manqué de dire sa reconnaissance à Eco-Bénin et à l'ambassade de France près le Bénin pour leur engagement à valoriser le patrimoine matériel et immatériel de Ouidah. « Beaucoup de savoir-faire de notre vie quotidienne sont de plus en plus abandonnés parce que ceux qui ont ces savoirs ne les transmettent pas ou parfois n'ont personne à qui les transmettre parce que les enfants sont allés étudiés. Aujourd'hui, en démocratisant ces connaissances, Eco-Bénin nous permet de revivre notre histoire, nous replonge dans notre vie passée et faire en sorte que nos jeunes puissent réacquies ce travail. C'est une œuvre très noble pour l'histoire de notre ville mais aussi pour le tourisme qui est notre fonds de commerce », a témoigné l'autorité communale. En tant que grand gardien de la tradition hxuéda, Sa Majesté Daagbo Hounon Houna II s'est empressé de reconnaître la noblesse du projet qui permettra de sauvegarder et de restaurer par endroit le patrimoine matériel et immatériel de Ouidah. Du reste, il importe de préciser qu'après l'étape de Ouidah, la même exposition sera faite à Cotonou les tout prochains jours.



● Christian Houétchénou, maire/Ouidah



● Photo de famille des autorités, après le lancement

## Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme

## Une banque au Bénin sanctionnée à payer 200 millions FCFA

La Commission Bancaire de l'UMOA a infligé une sanction pécuniaire de deux cent (200) millions de francs CFA à une institution financière installée au Bénin. Les sanctions disciplinaire et pécuniaire sont liées à la gouvernance, à la gestion des risques de crédit, de liquidité et opérationnel, aux relations financières extérieures ainsi qu'à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

● Falco Vignon

Les sanctions disciplinaire et pécuniaire à l'encontre d'une banque installée au Bénin ont été prononcées lors de sa session tenue le 20 juin 2022 de la Commission Bancaire. A cette occasion, la Commission bancaire après avoir entendu les dirigeants concernés, a donné un avertissement à cette banque implantée au Bénin. Selon le communiqué de la BCEAO, « cette sanction disciplinaire est motivée par des insuffisances dans la gestion et des infractions aux textes légaux et réglementaires applicables aux établissements de crédit de l'UMOA, constatées à l'issue d'une mission de vérification effectuée auprès de la banque concernée. Les insuffisances et infractions ayant motivé la sanction disciplinaire sont relatives à la gouvernance, à la gestion des risques de crédit, de liquidité et opérationnel, aux relations financières extérieures ainsi qu'à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme », a indiqué la Commission bancaire. En plus de la sanction disciplinaire susvisée, la Commission Bancaire a infligé une sanction pécuniaire de deux cent (200) millions de francs CFA à la banque, au regard des infractions susmentionnées qui relèvent des première et deuxième catégories, conformément aux dispositions de l'Instruction n°006-05-2018 du 16 mai 2018 fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA à l'encontre des établissements de crédit de l'UMOA.

Les sanctions disciplinaires et pécuniaires ont été prononcées par le Collège de Supervision de la Commission Bancaire, lors de sa 128ème session, tenue le 20 juin 2022

Au Mali et au Burkina-Faso, des sanctions prononcées à l'encontre des structures financières

La Commission Bancaire



de l'UMOA a sanctionné d'autres établissements de crédits dans la sous-région. Une Sanction disciplinaire a été infligée à l'encontre d'un système financier décentralisé implanté au Burkina Faso. C'est toujours « Lors de sa session tenue le 20 juin 2022, que la Commission Bancaire, après avoir entendu les dirigeants concernés, a donné un blâme à un système financier décentralisé (SFD) implanté au Burkina Faso. Cette sanction disciplinaire est motivée par des manquements dans la gestion et des infractions constatées à l'issue d'une vérification effectuée auprès de l'institution concernée. La Commission Bancaire a prononcé également à l'encontre d'un dirigeant d'un système financier décentralisé implanté au Burkina Faso, une interdiction de diriger, d'administrer ou de gérer un établissement soumis à son contrôle, pour une période de cinq (5) ans, à compter de la notification de la décision. Cette sanction disciplinaire est motivée par des actes posés par le susnommé, dans le cadre de ses fonctions et des conséquences desdits actes sur la situation de l'institution.

**Sanctions disciplinaire et pécuniaire à l'encontre d'une banque installée au Mali**

«Lors de sa session tenue le 20 juin 2022 à Dakar,

la Commission Bancaire a prononcé un blâme à l'encontre d'une banque installée au Mali. Cette sanction disciplinaire est motivée par les insuffisances et infractions aux textes légaux et réglementaires applicables aux établissements de crédit, constatées à l'issue d'une mission de vérification effectuée auprès de ladite banque. Les insuffisances et infractions ayant motivé la sanction disciplinaire sont relatives à la gouvernance, à la gestion des risques de crédit, de liquidité et opérationnel, aux normes prudentielles, aux relations financières extérieures ainsi qu'à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). En sus de la sanction disciplinaire susvisée, la Commission Bancaire a infligé une sanction pécuniaire d'un montant de trois cent (300) millions de FCFA, à la banque, au regard des infractions susmentionnées relevant des première, deuxième et troisième catégories, conformément aux dispositions de l'Instruction n° 006-05-2018 du 16 mai 2018 fixant les modalités d'application des sanctions pécuniaires prononcées par la Commission Bancaire de l'UMOA à l'encontre des établissements de crédit de l'UMOA. En somme, les différentes sanctions de la commission bancaire de l'UMOA témoignent de l'assainissement de cette structure de contrôle des banques dans la sous-région.

Sous le parrainage de ROMUALD WADAGNI  
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances



# 1er FORUM DE L'ECONOMISTE

## COTONOU - 16 & 17 SEPTEMBRE 2022

Thème central :

**Efficacité de l'information économique et financière pour la croissance durable en Afrique Subsaharienne**

Au Programme :

**Panels - Partage d'expériences - Activités sociales et touristiques - Soirée de Gala et distinctions de partenaires**

Lieu : Azalaï Hôtel de Cotonou / (+229) 97096417 / (+229) 60917800 / [www.leconomistebenin.com](http://www.leconomistebenin.com)



**Avec ARESS,  
vivez l'Énergie,  
l'Énergie de Qualité  
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS